Rapporteur : Monsieur Jean-Claude BONNET

OBJET : Dégrèvement pour fuites privées

Mesdames, Messieurs,

Les accords de dégrèvement sur la redevance assainissement, suite à des consommations d'eau accidentelles liées à des fuites, sont considérées comme des remises de dettes qui seront justifiées par :

- *une délibération nominative faisant ressortir, pour chaque redevable et pour chaque facture le montant alloué en remise gracieuse*
- *un mandat émis à l'article 6743 en M49.*

* * * * *

VU l'article L2224-12-4 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) relatif aux fuites privées,

VU l'article 3 alinéa II.2 des statuts de la communauté d'agglomération, relatif à la compétence assainissement,

VU le règlement d'assainissement en vigueur.

CONSIDERANT que l'abonné suivant a sollicité la CAPC pour un dégrèvement sur sa facture d'assainissement sur l'année 2011 :

- Mme Elisabeth BOUSSET – 7 rue du Cygne Châteauneuf – 86100 Châtelleraut : 117,84 €

CONSIDERANT que cette abonnée remplit les conditions fixées par le règlement du service d'assainissement pour pouvoir bénéficier d'un dégrèvement,

Le conseil communautaire, ayant délibéré, décide :

- d'appliquer le tarif préférentiel relatif aux fuites sur installations privatives pour un montant total de 117,84 € ;
- de comptabiliser cette remise de dette par un mandat à l'article 6743 ;
- de demander au comptable du trésor public de procéder à l'exécution de cette décision.

UNANIMITE